

Bitcherland

Les grèves dans l'arrondissement de Sarreguemines au début des années 1920

Un examen détaillé des archives départementales de la Moselle nous a permis de suivre de près quelques foyers de grève dans l'arrondissement de Sarreguemines entre 1918 et 1924. Sans être exhaustive, la liste est assez parlante pour permettre d'examiner les motifs de la grève, leur durée, leur succès ou échec, la réactivité de l'administration, l'attitude des forces de l'ordre ou encore la réaction patronale. Nous suivrons l'ordre chronologique.

Ce sont les employés-boulangers qui ouvrent le bal à Sarreguemines fin août 1919. Vingt-deux d'entre eux sont regroupés dans un syndicat animé par Nicolas Hennel face à seize patrons réunis dans le syndicat des patrons-boulangers que préside Eugène Grandjean.

La boulange en grève

Les revendications tiennent en plusieurs points : la journée de huit heures, une revalorisation salariale pour les trois catégories d'ouvriers, le paiement des heures supplémentaires, le repos du dimanche. La grève ne dure pas longtemps puisque dès le 2 septembre un procès-verbal d'accord entre les deux parties est signé dans une salle de la sous-pré-



La Sparkasse de Bitche.

fecture de Sarreguemines par Hennel au nom des employés et Schütz, secrétaire du syndicat patronal. Les ouvriers ont obtenu largement satisfaction. Signalons que Clémenceau, après les troubles du 1^{er} mai, avait fait voter cette même année 1919 la loi des huit heures de travail par jour (quarante-huit heures par semaine), rapidement appliquée par les patrons-boulangers de Strasbourg. L'intéressant en



PHOTOS B. R.

Saint-Louis, la pause de midi.

cette affaire est de suivre la réaction des autorités après la grève. Dans un télégramme du 29 décembre 1919 le contrôleur du ravitaillement demande au sous-préfet de Sarreguemines de lui faire connaître, en prévision d'une nouvelle grève des boulangers, les besoins par commune en personnel boulanger, en quantité de pain, en moyen de transport. Sollicité par le sous-préfet, l'inspecteur de police, commissaire spécial, répond dès le lendemain que la consommation journalière est estimée à 12 000 kg pour Sarreguemines, 2000 kg pour Bitche, 700 kg pour Rohrbach et 500 kg pour Volmunster. Les manutentions militaires de Sarreguemines et de Bitche seraient capables d'assurer l'approvisionnement en cas de grève générale.

Arrêt des établissements industriels

Entre février et mai 1920 la situation est très chaude sur le front social en France. Des grèves dures, menées essentiellement par la CGT, éclatent dans les chemins de fer, les mines et les postes. Dès le 26 février 1920 un mouvement paralyse divers établissements industriels de Sarreguemines. 2000 ouvriers des usines de

faïence Utzschneider et Jaunez se sont mis en arrêt pour protester contre la décision intervenue récemment dans la grève de coffre-forts Haffner. Il s'agit d'une grève de solidarité (Sympathie-Streik). Les grévistes demandent en outre une augmentation de tarif et la réintégration de deux ouvriers congédiés. « Le calme n'a pas été troublé jusqu'à présent. Un discret service d'ordre a été assuré par M. Kuhn, commissaire de police », écrit le journal L'Eclair de l'Est. Pourtant, le mouvement continue et s'étend. Les affiches de l'Union des cheminots d'Alsace et de Lorraine donnent bien le ton : « Aufruf zum Generalstreik ! Kameraden ! Die Würfel im Lohnkampf Lothringens sind gefallen ! Eine Verständigung mit den Industriellen ist nicht zustande gekommen. Uns bleibt deshalb nichts anders übrig als der Kampf ! »

Les grèves du printemps 1920

Un rapport du commissaire spécial « sur la situation actuelle de la grève générale dans l'arrondissement de Sarreguemines » le 22 avril 1920 à dix-huit heures, destiné au préfet de la Moselle, dresse un bilan concret : « La grève n'est nullement générale à

Sarreguemines. Sur les quatre grands établissements industriels trois travaillent avec tous les ouvriers. Le quatrième - la Faïencerie - est réduit au chômage forcé comme l'indiquent mes rapports précédents. Environ quatre-vingts ouvriers auxiliaires de la ville, employés aux travaux de terrassement, sont en grève. A la cristallerie de Saint-Louis-lès-Bitche, sur les 250 ouvriers qui avaient repris le travail il y a quelques semaines, 230 font de nouveau la grève. A la verrerie de Goetzenbruck tout le monde travaille. Les ouvriers de la fonderie de Mouterhouse chôment (environ 250 ouvriers). Aux aciéries de Baerenthal il y a également grève (quatre-vingt-quinze ouvriers). En résumé, sur neuf grands établissements, trois sont en grève, deux réduits au chômage forcé par suite du manque de charbon et quatre travaillent. Le service des postes fonctionne normalement. Quant aux voies ferrées, le mouvement est à peu près normal sur l'arrondissement. » Le 25 avril le journal L'Eclair de l'Est titrait : « La vérité sur les grèves de Lorraine et d'Alsace : les Boches sont les initiateurs du mouvement qui est dirigé contre la France. » Le même journal rapportait quelques jours plus tard la « juste condamnation » du nommé Conrad, de Montbrun (Montbronn) « qui au cours des grèves survenues à la cristallerie de Saint-Louis avait excité des grévistes au meurtre et à la déprédation ». Il prendra six mois de prison ferme. La troupe avait été réquisitionnée pour maintenir l'ordre à la Cristallerie et dans les usines de Sarreguemines.

Bernard Robin



Sarreguemines, le palais de justice construit par les Allemands en 1905.



Sarreguemines, l'ancien Landgericht.